

## ÉTUDE SUR LA CHARTE DE COMMUNE

OCTROYÉE PAR LOUIS IX AUX VILLAGES D'AIZY ET DE JOUY

en 1232

---

Le grand mouvement d'émancipation qui prit naissance en Picardie dès le début du xii<sup>e</sup> siècle n'eut pas pour unique résultat de rendre les grandes cités de la région fières de leurs privilèges ; il procura les mêmes avantages aux habitants des paroisses rurales qui s'efforcèrent d'obtenir également le libre exercice de leurs droits. Mais, tandis que dans le Beauvaisis chaque bourgade luttait pour sa propre indépendance, les villages du Soissonnais cherchaient à s'affranchir en mettant leurs intérêts en commun. C'est ainsi qu'en 1184 les villages de Cerny en Laonnois, de Chamouille, de Baune, de Verneuill, de Bourg et de Comin obtinrent de Philippe-Auguste l'autorisation de se constituer en une seule commune. En 1185, la même faveur fut accordée par ce prince aux bourgeois de Vailly, de Condé, de Chavonnes, de Celles, de Pargny et de Filain. Grâce à la protection du pouvoir royal, on vit des associations de ce genre se former entre Bruyères et Vorges en 1186, entre Crandelain, Courtecon, Malval, Colligis et Lierval en 1196, entre Chaudardes, Cuiry, Beurieu et Craonnelle en 1216. Les chartes de ces différentes communes ont été imprimées dans le recueil des ordonnances des rois de France (1) ; celle que nous publions ci-dessous est encore inédite et concerne

(1) T. xi, p. 231, 237, 245, 277 et 308.

l'établissement d'une commune à Aizy et à Jouy en 1232. (1)

Le territoire d'Aizy avait été concédé par le roi Charles-le-Chauve aux religieuses de Notre-Dame de Soissons en 858, et cette propriété était pour l'abbaye la source de bénéfices fort importants, car au moyen-âge la culture de la vigne était florissante à Aizy (2), comme dans toute la vallée de l'Aisne. Les habitants d'Aizy n'avaient pas pu se joindre à la commune formée par les bourgs de Vailly, de Condé, de Chavonnes, de Celle.s, de Pargny et de Filain en 1185 ; mais l'abbaye de Notre-Dame de Soissons leur avait accordé, dès l'année 1210, l'autorisation d'acquérir des biens dans leur village et dans les territoires environnants, moyennant l'abandon de leurs droits sur le four banal (3). Enhardis par cette première concession, ils ne tardèrent pas à réclamer le droit de faire partie avec le village de Jouy, de la commune établie à Vailly et dans les localités voisines. Ils s'adressèrent dans ce but à Béatrice, abbesse de Notre-Dame de Soissons, qui leur donna en 1232 une charte de commune dont Louis IX confirma la même année toutes les dispositions en se réservant les droits d'ost et de chevauchée, ainsi que la connaissance des crimes de rapt et d'incendie.

L'acte qui établissait une commune à Aizy et à Jouy au XIII<sup>e</sup> siècle plaçait à la tête de l'administration municipale un maire et quatre échevins nommés par l'abbesse de Notre-Dame de Soissons. En outre, un

(1) Melleville en a signalé l'existence dans son *Dictionnaire historique du département de l'Aisne*, mais il n'en a pas publié le texte.

(2) On peut en avoir la preuve en consultant deux chartes de 1279 et de 1307 qui règlent des différends relatifs à l'exercice du droit de vinage à Aizy. Elles sont conservées à Paris aux Archives nationales sous la cote K. 34 n° 27 et K. 37 n° 10.

(3) Cf. Melleville. *Dictionnaire historique de l'Aisne*, t. 1, p. 9.

fonctionnaire spécial, élu par les habitants, était chargé de la surveillance et de la police du territoire. La commune était exemptée de la taille et des droits de past, de sauvegarde et de formariage en échange d'un cens annuel de 44 livres parisis dû par les habitants d'Aizy, et d'une somme de six livres qui devait être payée tous les ans le vendredi avant la Toussaint, par les habitants de Jouy. Les droits de vinage étaient fixés à six deniers par arpent et devaient être acquittés en nature au moyen d'une certaine quantité de vin blanc. Les terres labourables, les prés, les bois et les clos étaient imposés à raison de quatre deniers par arpent, et les habitants ne pouvaient refuser de laisser vérifier la contenance de leurs propriétés. L'abbaye continuait à percevoir à Aizy quinze mesures de vin pour droit d'avouerie, seize mesures de vin pour droit de sauvegarde et trente-et-une mesures de vin à Jouy pour le même motif. Elle conservait en outre les droits de corvée, de juridiction, de charriage, de bornage, de four, de moulin et de pressoir banal ; le maire seul était exempté de toute espèce d'impôt. Les habitants qui vivaient du produit de leurs biens étaient tenus de fournir chaque année une mesure d'avoine à l'abbaye, et tous ceux qui s'affranchissaient par leur mariage de la tutelle de l'abbaye, devaient en apporter deux mesures, le jour de la Saint-Remi, à la maison que les religieuses de Notre-Dame possédaient dans le village. Enfin, quand l'abbesse couchait à Aizy, elle avait le droit de réquisitionner un matelas et un oreiller pour garnir son lit.

Quelques autres articles additionnels réglaient les rapports des villages de Jouy et d'Aizy avec la commune de Vailly. Ainsi, le maire de Vailly ne pouvait pas retenir dans le territoire placé sous son autorité les habitants d'Aizy à moins qu'ils n'aient construit des maisons sur le sol. En outre, il était chargé de contrain-

dre les communes d'Aizy et de Jouy à payer leurs redevances annuelles, dans le cas où elles auraient voulu se soustraire à cette obligation

Cette charte de commune n'accordait aux deux villages qu'une indépendance relative, mais elle avait l'avantage de préciser les impôts que l'abbaye de Notre Dame pouvait y percevoir. En s'associant à la commune de Vailly, les habitants d'Aizy et de Jouy lui apportèrent un nouvel élément de prospérité. Ainsi s'établit, dans la vallée de l'Aisne, une véritable petite république formée de huit villages étroitement unis pour défendre leur liberté.

EUGÈNE LEFÈVRE-PONTALIS.

*Juin 1232. Saint-Germain-en-Laye.*

### **Charte de commune d'Aizy**

---

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis, amen. Ludovicus dei gratia Francorum rex. Noverint universi præsentés pariter et futuri quod nos litteras dilectarum nostrarum Beatricis beatæ Mariæ Suessionensis abbatissæ totiusque ejusdem loci conventus inspeximus sub hac forma :

Beatrix beatæ Mariæ Suessionensis abbatissa totiusque ejusdem loci conventus omnibus hæc visuris in Domino salutem. Noverint universi quod nos de assensu et voluntate speciali totius capituli nostri villam nostram quæ Aysiacum (1) nuncupatur cum hominibus ecclesiæ nostræ ibidem ad præsens manentibus in com-

(1) Aizy, départ. de l'Aisne, arr. de Soissons, canton de Vailly.

muniam de Vailliaco (1) secundum usus consuetudines et cartam communie ejusdem posuimus, concordantes eis in perpetuum comuniam habendam sub hac tenore :

Nos quittavimus dictis hominibus totam tailliam quam ecclesia nostra consuevit accipere super eos et IV libras nigrorum (2) quas ecclesie nostrae debebant annuatim de conviviis et tensamentis (3).

Item forismaritia hoc excepto quod quilibet qui se forismaritabit tenebitur ecclesie nostrae solvere ipso die forismaritationis suae vel in crastino VII solidos et dimidium monetae patriae. Quos denarios si dicto die vel in crastino non solveret, teneretur emendare VII solidos et dimidium monetae supradictae ad instantiam majoris nostri et scabinorum legem faciendam et nihilominus forismaritagium reddere teneretur. Supra dicti vero homines in praedictorum vero pensationem concesserunt ecclesie nostrae super villam nominatam XLIII libras parisiensium de recto censu annuatim in perpetuum reddendas feria VI ante festum omnium sanctorum. Item omnes terras quas dicti homines tenent de mesis (4) et etiam illas quas tenent ad census ponent ad terragia et ibi accipiemus decimam et terragium una manu. Insuper in illis terris et in aliis omnibus habebimus ventos et venditiones. Omnes etiam vineas quas tenent de ecclesia nostra sive ad mesum, sive ad censum, sive quolibet alio modo tenebunt eas ad medium vinagium et ad VI

(1) Vailly, dép. de l'Aisne, chef-lieu de canton de l'arr. de Soissons.

(2) Ce mot désignait une monnaie de bronze, mentionnée également sous le nom de *nigellorum* dans la charte de commune de Crépy-en-Valois.

(3) Il faut entendre par ces deux mots les droits de past et de sauvegarde.

(4) Cette expression est synonyme de *teneri ad medium* et désigne un véritable métayage.

denarios monetæ Suessionensis de recto censu pro quolibet arpeno, exceptis illis quæ sunt ad totum vinagium, quarum redditus non mutatur et de illis debetur nobis census. Pro dicto autem censu sex denarios non dimitemus quin perticare faciamus per totum et capere medium vinagium, secundum quod pertica importabit, et etiam de quolibet arpeno VI denarios supradictos.

Sciendum est etiam quod si forte contingat, quod homines prædicti velint solvere vinagia sua in vindemiis et nos ea capere voluerimus, ipsi debent ea afferre in curiam nostram apud Aysiacum nec tenemur ea recipere ante medium Martium nisi voluerimus neque possumus homines compellere ad ea solvenda ante medium Martium et qui die medii Martii in solutione vinagii deficeret, emendaret nobis per VII solidos et dimidium monetæ patriæ et nihilominus reddere teneretur vinagium et nos in vinagii forum apponemus secundum quod consuevimus. Et sciendum quod omnia vinagia debent esse ab albo vino, sano, legali et pagabili.

Item sciendum quod de terris arabilibus, vineas vel de vineis terras arabiles facere non poterunt nisi de assensu nostro.

Item quicumque manebit in villa dicta quæ dicitur Aysiacum qui extra manuburniam positus erat per maritagium, tenebitur nobis reddere annuatim II assinos (1) avenæ rasos ad mesuram de Vailliaco. Si vero est extra manuburniam alio modo quam per maritagium et tenerat hospitium similiter tenebitur nobis reddere annuatim II assinos avenæ ad mensuram eandem. Si vero hospitium non teneat, imo in dicta villa cum alio maneat, si de suo proprio vivat, tenebitur reddere

(1) Le mot *assinos* indique une mesure spécialement employée pour les céréales.

annuatim I assinum avenæ rasum ad mesuram dictam. Præterea sciendum est quod dicti homines de quolibet arpeno hortorum, nemorum, pratorum et alnetorum suarum quæ vinagia non debent tenentur reddere nobis annuatim IV denarios monetæ Suessionensis de recto censu et si contingat ea redigi ad culturam bladi vel marchagii, (1) tenebuntur nobis de eis reddere rectam decinam et terragium et nihilominus dictum sensum IV denarios reddere tenentur, sicut superius dictum est.

Item extra inter sepas (2) non possunt augmentare sive ampliare suas masuras nisi de assensu nostro et poterimus illi metas ponere, quandocumque nobis placuerit. Item hortos, nemora, prata et alneta extra masuras poterimus facere perticari quandocumque nobis placuerit.

Adhuc sciendum est quod omnes census, omnes avenas qua nobis a dictis hominibus debentur, omnia capitagia debentur nobis annuatim in nostra domo apud Aysiaco in die sancti Remigii in capite Octobris persolvi. Et quicumque dicta die in solutione deficeret, emendaret nobis per VII solidos et dimidium monetæ patriæ de qualibet reddito de cujus solutione deficeret et nihilominus red ditum solvere teneretur.

Item sciendum est quod XV modii viui de advocatiâ (3) et XVI modii vini de tensamentis ad modium de Vailliaco quos villa Aysiaco nobis debet, item roagia quæ habemus in terrâ nostrâ, item carchagia (4) vinorum de sæpedita villa Aysiaco et corveiæ et omnes alii redditus nostri de quibus in præsentî carta nulla est facta mentio remanent nobis in eo statu in quo prius

(1) Le droit de marchage était l'équivalent du droit de pâture.

(2) Ce terme montre que le village était entouré d'une clôture.

(3) C'est le droit d'avouerie.

(4) Droit de charriage.

erant. Alii autem redditus et quibus videlicet facta est mentio in hac carta debent nobis reddi de modo quo superius est notatum. Item omnes mansionarii dictæ villæ bannarii erunt ad furnum nostrum et ad pressoria et ad molendina nostra ne: aliquis potest ibi facere furnum, vel pressorium vel molendinum nisi ecclesia nostra. Et si aliquis de bannariis nostris veniat et ad molendinum nostrum mōlturus, debet immediate molere post illum quem inveniet molentem. Et bannarius qui alibi quam ad furnum nostrum coqueret vel alibi quam ad molendinum nostrum moleret, vel alibi quam ad pressorium nostrum vinum suum preneret vel premi faceret, nobis emendare teneretur per VII solidos et dimidium monetæ patriæ et nihilominus teneretur reddere nobis ex integro furnagium pressoragium et multuram ad juramentum illius qui eum super hoc incusaret, nisi bannarius juramento suo se purgaret.

Item habebimus in dicta villa maiorem nostrum liberum a tailliis et oneribus villæ, nisi sit de communia, vel nisi habeat ibi terram, vel mobile pro quibus debeat tailliari scabinos autem IIII quales voluerimus de hominibus ecclesiæ nostræ accipiemus in dicta villa Aysiaco qui nobis fidelitatem faciat de omni jure ecclesiæ nostræ confirmando quos ponere et mutare poterimus pro nostra voluntate, ac si contingat quod aliquis recuset esse scabinus, emendare nobis tenebitur per VII solidos et dimidium monetæ patriæ, de qualibet et vice qui recusaret.

Item ille qui eligitur ad bona villæ custodienda, eligitur ab hominibus villæ custodienda, eligitur ab hominibus villæ supradictæ qui jurabit quod bona hominum communis et bona ecclesiæ beatæ Mariæ suessionensis bona fide custodiens et pro custodia bonorum nostrorum non poterit a nobis aliquid exigere nisi gratis voluerimus ei dare. Nec propter hoc dimit-



temus ibi ponere servientem proprium pro bonis nostris custodiendis, si nobis placeat.

Insuper sciendum est quod domus nostra de Aysiaco cum toto porprisio (1), vinario et prato remanent nobis libera sicut prius. salva carta communiæ de Vailliaco.

Item si contingat nos abbatissam in dicta villa jacere, homines villæ tenentur nobis ministrare in qualibet hostisia culcitam et pulvinar ad petitionem majoris vel alicujus scabinorum ubi vident bona fide quod haberi possit vel capi. Et quicumque denegaret, amendare nobis teneretur per VII solidos et dimidium monetæ patriæ et major communiæ de Vailliaco faceret habere a vetante culcitam et pulvinar.

Ad hoc sciendum quod dicta communia de Vailliaco nullum de hominibus vel feminabus ecclesiæ nostræ poterit recipere vel retinere præter eos de villa Aysiaco et de villa de Joiaco (2) qui usque ad hanc diem ibidem fecerunt mansiones, nisi hoc faciat de nostra voluntate et assensu. Retinemus autem justitiam in manso nostro dominico defundo terræ et de catallo. Item arrestationes et valia belli ad usus et consuetudines secundum quas eas hactenus ecclesia nostra habuit.

Præter hoc sciendum est quod dicti homines de Aysiaco reddent nobis annuatim suprascriptas XLIIII libras parisiensium quas debent nobis de censu et XXXI modios vini quos debent annuatim tum de advocatia quam de tensamentis feria VI ante festum omnium sanctorum et dictas XLIIII libras parisiensium debent dicti homines reddere nobis et afferre ad domum nostram apud Suessionem et dictos XXXI modios vini in curia nostra apud Aysiaco, et si vo-

(1) Ce terme désigne un clos.

(2) Jouy, département de l'Aisne, arrondissement de Soissons, canton de Vailly.

luerint dictum vinum nobis solvere in vindemiis, album sanum, legale et pagabile, nos non debemus recusare.

Sciendum etiam quod tota communitas de Joiaco tenetur nobis solvere annuatim VI libras parisiensium simili modo quo homines de Aysiaco nobis tenentur supradictas XLIII libras parisiensium propter hoc quod posuimus homines nostros de Joiaco in communiam de Vailliaco. Debent etiam dicti homines nostri de Joiaco reddere nobis annuatim capitagia sua eo modo quo homines de Aysiaco capitagia sua persolvunt. Et si dicti homines de Aysiaco forte in solutione dictarum XLIII librarum et de XXXI modiis vini deficerent die supradicta, emendare tenentur nobis per XL solidos parisiensium de qualibet die qua deficerent de solutione quoad usque de dictis XLIII libris parisiensium et XXXI modiis vini et super omnibus emendis sit plenarie satisfactum. Et si de supradictis deficerent, nos teneremur ostendere majori communiæ de Vailliaco vel ei qui loco ejus fuerit et si major communiæ non faceret nobis satisfieri de catallo et emendis infra quindinam post ostensionem ei factam, emendae dupli carentur. Et valebit emenda qualibet die in qua deficerent IV libras parisiensium et major communiæ faciet nobis plenarie satisfieri tanquam major communiæ de dictis XLIII libris et de emendis in tantum quantum villa praedicta de Aysiaco valens habebit. Et de communitate de villa de Joyaco faciet nobis satisfieri de VI libris parisiensium supradictis eo quo de villa de Aysiaco in tantum quantum dicta communitas de Joiaco habebit valens. Et si forsitan homines vellent dicere quod solvissent sive pagassent, nihil quod dicere possent vel qui fecisse se dicerent, eis prodesse posset vel valere, nisi major et scabini ecclesiæ nostræ de Aysiaco illud testificarentur.

Concessimus autem in dicta villa nostra de Aysiaco carissimo domino nostro Ludovico regi Francorum

illustri et heredibus ejus, de assensu et voluntate hominum ejusdem villæ exercitum et equitatum et præterea raptum et multeum et arsiones.

Nos etiam eum prædictis hominibus Aysiaci requisivimus eundem dominum regem ut conventiones supradictas concederet et sigilli sui munimine confirmaret. Et ut rata et stabilia ea quæ præmissa sunt permaneant perpetuum præsentis litteras sigilli nostri munimine duximus roborandas actum anno domini MCCXXXII mense junii.

Nos autem conventiones et concessionem prædictas sicut superius continentur voluimus et approbamus et ut ea perpetuæ stabilitatis robur obtineant, præsentem paginam sigilli nostri auctoritate et regii nominis caractere inferius annotato et ad petitionem abbatis et conventus prædictorum et hominum dictæ villæ de Aysiaco salvo jure nostro et alieno fecimus roborari actum apud sanctum Germanum in Laya anno dominicæ incarnationis MCCXXXII mense junio, regni vero nostri anno VI, astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa; Dapifero nullo. Signum Roberti buticularii. Signum Bartholomei camerarii. Signum Amalrici constabularii.

*(Bibliothèque Nationale, collection Duchesne, t. 78, fol. 142)*

La séance est levée à 5 heures.

*Le Président : CHORON,*

*Le Secrétaire : l'abbé PÉCHEUR.*